



La régression sociale, ça suffit !

Il est inacceptable en 2024 de manquer d'effectifs, de lits et de matériels à l'hôpital ! Ce gouvernement s'évertue méticuleusement à détruire les services publics, à appauvrir les salariés, à stigmatiser les travailleurs étrangers bref à saccager toutes les conquêtes sociales, à nous diviser !

De l'argent, il y en a !

88 milliards d'exonération de cotisations patronales faite aux entreprises sans aucune contrepartie ! 100 milliards de fraudes fiscales ! La fortune des milliardaires français a augmenté de 63,5 % ces trois dernières années ! Le gouvernement a su trouver 413 milliards pour le budget des armées pour les 6 ans à venir dans le but de préparer la guerre !

Dans le même temps, il annonce 30 milliards d'économies supplémentaires pour 2024 et 2025... Tout est question de choix. S'il le voulait, il pourrait décider d'un plan massif pour les hôpitaux et plus largement pour le service public !

Le gouvernement gère mieux les stocks de grenades que les lits d'hôpitaux !

Pendant ce temps, c'est la population qui paye la facture avec une perte de chance pour chacun.

Le système de santé à Chinon continue de se dégrader. Le nombre de lits ne fait que diminuer, les derniers en date sont les 15 lits de psychiatrie qui font franchir la barre des 100 lits fermés au CHC.

De la même façon, la direction préfère fermer 20 lits de SSR cet été pour récupérer du personnel plutôt que d'augmenter le nombre de remplaçants pour l'été, privant au passage le budget de l'hôpital de plus de 220 mille euros.

Une équipe médicale débordée et un hôpital au maximum de ses capacités !

La crise des urgences à Chinon n'est toujours pas réglée, les difficultés sont toujours présentes et amènent leur lot de perte de chance.

Le manque de lits disponibles dans les services provoque des journées d'attentes sur des brancards : samedi soir « un patient âgé de 93 ans, arrivé il y a déjà 22 h s'apprête à passer une nouvelle nuit aux urgences, une situation qui n'est pas isolée ».

Les services d'urgence de France ne comptent plus le nombre de morts qui aurait pu être évités, comme à Carhaix Bordeaux, Hyères où le système de soins défaillant a tué !

Aujourd'hui à Chinon : le service de psychiatrie n'accueille plus de nouveaux patients, les délais de consultations s'allongent.

Toujours aucune nouvelle des lits d'EHPAD que Chinon a perdu alors que la population vieillit !

Comme l'a si bien dit Frédéric Valletoux, ministre chargé de la Santé sur RTL « On peut mourir à l'hôpital, oui ».

A Chinon, on y arrive, ne se comptent plus les événements qui auraient pu être dramatiques. Des conditions de travail difficiles qui mettent en péril la qualité des soins.